

## CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC CASINO DE GRASSE

### AVENANT

#### Entre les soussignés :

**La COMMUNE de GRASSE**, identifiée sous le numéro SIREN N° 210 600 698 000 18 et représentée par son Maire en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite commune en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 19 janvier 2016, reçue en sous-préfecture de GRASSE le 20 janvier 2016.

Ci-après dénommée « **la Ville de Grasse** » ou « **La Ville** », d'une part

ET

**La SAS du Casino VICTORIA** demeurant bd du Jeu de Ballon à GRASSE 06130 représentée par son Directeur Général, M. Gérard SCRIBANS,

### PREAMBULE

Le contrat de délégation de service public du casino de Grasse a été signé le 20 juillet 2011.

Par délibération en date du 19 janvier 2016 le conseil municipal a approuvé les cessions du contrat de délégation de service public et de la convention d'occupation des locaux du Casino de GRASSE signés le 20 juillet 2011 à M. Thierry GUERRIER dans l'attente de la société créée à l'effet de gérer le casino.

Par délibération du 23 février 2016, le conseil municipal a autorisé la cession du contrat de M. Thierry GUERRIER à la société créée à l'effet de gérer le Casino : la société Casino Victoria.

Par délibération du 13 décembre 2016 et 27 juin 2017 le paiement des redevances a été exonéré d'une part pour M. GUERIER pour la période du 21 janvier 2016 au 29 février 2016 et la société « Casino Victoria » du paiement des redevances du 1<sup>er</sup> mars 2016 au 31 décembre 2016.

Vu la demande du gérant de la société « Casino Victoria » visant à la suspension des loyers le temps utile à la réouverture du casino,

Vu le montant de la redevance annuelle payée par la société de 85 000 euros révisée.

Considérant que l'acte de cession prévu par l'ordonnance du 22 juin 2015 a été signé le 15 juin 2017 suite à l'arrêt de la cour d'appel, ne permettant pas à la société « Casino Victoria » d'exploiter le casino et ainsi de générer un quelconque chiffre d'affaire. En effet, la cession comprenait les actifs incorporels : la reprise des activités du casino (droit au transfert de la DSP et de la convention d'occupation), et les actifs corporels : tout le matériel professionnel présent dans le casino dont les machines à sous, le matériel de cuisines et de restauration. Ainsi, le principe de non-gratuité de l'utilisation privative du domaine public n'est pas remis en cause,

Considérant que l'article 36 sus visé autorise non seulement la modification du contrat de délégation de service public lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances que l'autorité concédante

même diligente ne pouvait pas prévoir mais aussi dès lors que la modification n'est pas substantielle.

Que tel est le cas en l'espèce, en ce que la Ville de Grasse ne pouvait prévoir la situation dans laquelle s'est mis le précédent titulaire de la délégation de service public en se voyant priver de l'autorisation d'exploiter les jeux ayant entraîné un plan de liquidation judiciaire de la SA du Casino de Grasse et en ce que la modification n'est pas substantielle au regard des conditions fixées par l'article 36 – 5°. En effet, cette exonération de 42 193,80 euros plus celle déjà accordée de 86 545, 85 euros représente, prélevée sur 15 ans, environ 10 % du montant de la redevance et environ 3 % du montant perçu par la Ville (produit des jeux + redevance).

**CECI ETANT EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :**

**Il est inséré à l'article 12 du titre 5 sur le régime financier, la phrase suivante :**

Est exonéré du paiement des redevances : La société « Casino Victoria » pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 15 juin 2017.

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile pour le Ville de Grasse en l'hôtel de Ville de Grasse – BP 12069 – 06131 GRASSE CEDEX pour l'occupant en son siège social.

A Grasse, le

Nombres d'exemplaires : 4

Pour la SAS du Casino VICTORIA  
Son Directeur Général

Pour la Ville de GRASSE,  
Le Maire

**Gérard SCRIBANS**

**Jérôme VIAUD**  
Vice-président du Conseil départemental  
des Alpes-Maritimes  
Président de la Communauté d'Agglomération  
du Pays de Grasse